

# Charte

## des personnes souffrant de troubles mentaux

**Les troubles mentaux** affectent un nombre impressionnant de personnes. En cette année 2001 de la santé mentale, l'Organisation Mondiale de la Santé estime ce nombre à 400 millions à travers le monde et ce chiffre ne tient pas compte de tous ceux qui en souffrent indirectement.

Les carences actuelles dans la compréhension de ces troubles semblent souvent entraîner une stigmatisation d'ordre moral. L'incompréhension génère dès lors des attitudes de rejet et de discrimination inacceptables. Dans ce contexte, il est important d'affirmer que la personne souffrant de troubles mentaux ne peut en aucun cas être qualifiée et encore moins identifiée en fonction de ceux-ci, quelle qu'en soit l'intensité. Parallèlement, il est aussi essentiel de demander que les Etats mettent en œuvre des moyens accrus pour comprendre les troubles mentaux et aider ceux qui en souffrent.

Les articles qui suivent veulent affirmer le cadre dans lequel les usagers de la psychiatrie doivent trouver respect, dignité de vie et soins appropriés.

### Article 1 **LES TROUBLES MENTAUX N'AFFECTENT PAS LES DROITS INALIÉNABLES DE LA PERSONNE**

Toute personne souffrant de troubles mentaux jouira naturellement de tous les droits de la personne tels que définis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne ainsi que ceux afférents à son statut de citoyen de son pays d'appartenance et/ou de résidence.

### Article 2 **TOUTE EXCEPTION À L'ARTICLE PREMIER DOIT ÊTRE ENVISAGÉE DANS DES LIMITES PRÉCISES**

Toute limitation ou privation d'un de ces droits ne pourra être qu'une mesure d'exception à titre individuel et temporaire, soumise à une procédure contradictoire qui entendra les représentants de toutes les parties concernées. Cette mesure sera régulièrement réévaluée.

### Article 3 **L'ASSISTANCE HUMAINE ET JURIDIQUE EST UN DROIT**

Pour la défense de ses droits et l'application du principe de l'égalité des chances, la personne souffrant de troubles mentaux pourra être conseillée, défendue et représentée devant les instances compétentes. Elle jouira d'une assistance juridictionnelle et/ou, selon les matières en cause, d'un médiateur qu'elle choisira librement parmi ses proches.

### Article 4 **LES SOINS MÉDICAUX DOIVENT ÊTRE DISPENSÉS AVEC PERTINENCE, RESPECT ET BON SENS**

Toute personne souffrant de troubles mentaux a droit à un traitement et des soins adéquats qui tiendront compte de l'ensemble de son état de santé. Ils seront périodiquement réévalués et adaptés aux avancées des connaissances médicales, psychiatriques, pharmacologiques et psychothérapeutiques du moment. Ils feront l'objet d'une concertation entre l'équipe médicale et le patient et ses représentants, visant à équilibrer les avantages et inconvénients des différentes options. Traitement et soins devront, en tout état de cause, être accessibles au patient, sans délai et quelle que soit sa situation financière. Ils seront dispensés par les divers intervenants dans un esprit de réel engagement humain.

### Article 5 **UNE ALLIANCE THÉRAPEUTIQUE ENTRE LES SOIGNANTS, LES USAGERS ET LEURS FAMILLES DOIT ÊTRE ÉTABLIE D'EMBLÉE**

Il est essentiel que les équipes de soignants établissent un véritable partenariat avec l'utilisateur des soins psychiatriques mais aussi avec sa famille dans la mesure où celle-ci choisit d'être pour lui un soutien matériel et moral. Une information concrète et complète leur sera dispensée afin de les aider à mieux comprendre ce que vit la personne souffrante et à développer des aptitudes à faire face aux inconvénients des troubles et de leurs traitements.

### Article 6 **L'AMÉNAGEMENT PARTICULIER DE L'ENVIRONNEMENT MATÉRIEL ET HUMAIN DOIT ASSURER UNE RÉELLE QUALITÉ DE VIE**

Toute personne souffrant de troubles mentaux aura droit à une qualité de vie favorable au développement de son potentiel d'épanouissement et de santé. Ceci comprend un logement individuel décent, une occupation valorisante ainsi que l'accès aux loisirs et aux relations sociales.

Des aménagements particuliers de son environnement devront en outre lui permettre de supporter les difficultés liées à son état, surtout si celui-ci s'avère durable. Il est souhaitable que, si l'entourage fait défaut, une personne de référence puisse veiller au maintien de la qualité de vie de la personne souffrant de troubles mentaux et à son accès rapide à des soins appropriés lorsqu'ils s'imposent. Le droit à la vie privée ainsi que la confidentialité devront être garantis à chacun.

### Article 7 **CHACUN A DROIT À UN PROGRAMME PERSONNALISÉ DE RÉINSERTION SOCIALE**

Aucune personne souffrant de troubles mentaux ne sera jamais considérée comme incurable ni maintenue dans un état de coercition physique, pharmacologique ou psychique dégradant pour sa dignité. Chacun sera incité activement à concevoir des projets de développement, à accroître ses habiletés spécifiques et à s'autodéterminer dans la meilleure connaissance possible de ses capacités et de ses limites du moment.

### Article 8 **TOUTE DISCRIMINATION DÉTECTÉE DOIT ÊTRE TRANSFORMÉE EN AMÉNAGEMENT POSITIF DE LA DIFFÉRENCE**

Chaque collectivité se doit de développer une conception de la société telle que les déficiences, incapacités et désavantages liés aux troubles mentaux ne conduisent pas à exclure les personnes qui en sont atteintes, de la vie sociale, politique, économique et culturelle. Cela implique une politique active de discriminations positives.

### Article 9 **DES MOYENS IMPORTANTS SERONT ALLOUÉS À TOUS LES NIVEAUX D'INTERVENTION**

La société déploiera tous les moyens nécessaires pour soutenir ceux qui sont confrontés aux troubles mentaux. Des moyens substantiels seront alloués à la recherche à cette fin, aux institutions hospitalières et aux soins ambulatoires, aux structures de jour et d'hébergement, aux équipes d'intervention à domicile, de crise ou de soutien quotidien, aux associations d'utilisateurs ou de proches, aux familles qui assument l'hébergement et les soins, qu'elles soient d'origine ou d'accueil, aux sociétés privées ou publiques qui prennent en charge la réhabilitation des ex-utilisateurs de la psychiatrie. On aura le souci de développer des structures intermédiaires réparties géographiquement afin de soutenir, rapidement et le plus près possible de leur lieu de vie, les personnes souffrant de troubles mentaux et leurs proches.

### Article 10 **UNE PARTICIPATION CONSCIENTE ET ACTIVE DE LA SOCIÉTÉ SERA STIMULÉE PAR UNE LARGE INFORMATION**

Il est important qu'une information objective et indépendante concernant les troubles mentaux, touche le grand public. Elle s'adressera particulièrement aux agents des pouvoirs publics, aux milieux éducatifs et aux acteurs de proximité, de manière à ce que chacun puisse collaborer à la prévention des troubles mentaux et à l'assistance aux personnes en difficulté psychique, grâce à une meilleure compréhension des troubles ainsi que de leurs éventuelles causes et conséquences sociales.



Texte rédigé par Similes Belgium avec le soutien de la Fondation Médicaments & Société à l'occasion du colloque «Santé Mentale & Société» du 7 novembre 2001

# Handvest

## van personen met psychische stoornissen

**Het aantal personen** met psychische stoornissen is indrukwekkend. In 2001, het Jaar van de Geestelijke Gezondheid, schat de Wereldgezondheidsorganisatie dit aantal op 400 miljoen wereldwijd en dit cijfer houdt geen rekening met diegenen die ook indirect hierdoor worden getroffen.

De huidige lacunes in het begrijpen van psychische stoornissen leiden vaak tot morele stigmatisering. Door onbegrip ontstaan er onaanvaardbare reacties van afwijzing en discriminatie. Het is in deze context dan ook belangrijk te benadrukken dat de persoon met psychische stoornissen in geen geval zo bestempeld en nog minder daarmee geïdentificeerd mag worden, hoe ernstig zijn/haar psychische stoornissen ook mogen zijn. Het is eveneens van wezenlijk belang dat de overheden meer middelen ter beschikking stellen voor het begrijpen van deze problematiek en voor hulpverlening aan degenen, die hierdoor worden getroffen.

Onderstaande artikels willen het kader schetsen waarbinnen de gebruikers van de psychiatrie met respect en erkenning bejegend dienen te worden en kwalitatieve zorg dienen te krijgen.

**Artikel 1 PSYCHISCHE STOORNISSEN HEBBEN GEEN INVLOED OP DE ONVERVREEMDBARE RECHTEN VAN HET INDIVIDU**

Iedere persoon met psychische stoornissen geniet, van nature, alle rechten van het individu zoals gedefinieerd in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het Handvest van de Fundamentele Rechten van de Europese Unie evenals die met betrekking tot zijn statuut als burger van zijn land van herkomst en/of het land waar hij verblijf houdt.

**Artikel 2 IEDERE UITZONDERING OP ARTIKEL 1 KAN SLECHTS WORDEN OVERWOGEN BINNEN STRIKT VASTGELEGDE GRENZEN**

Iedere beperking van of ontzetting uit één van deze rechten mag slechts een - individuele en tijdelijke - uitzonderingsmaatregel zijn, onderworpen aan een procedure op tegenspraak, waarbij de vertegenwoordigers van alle betrokken partijen gehoord worden. Deze maatregel zal regelmatig opnieuw worden geëvalueerd.

**Artikel 3 MENSELIJKE EN JURIDISCHE BIJSTAND IS EEN RECHT**

Voor de verdediging van zijn/haar rechten en voor de toepassing van het beginsel van gelijke kansen kan de persoon met psychische stoornissen zich voor de bevoegde instanties laten adviseren, verdedigen en vertegenwoordigen. Hij/zij geniet rechtsbijstand en/of, afhankelijk van de te behandelen zaken, tussenkomst van een bemiddelaar die hij/zij vrij kan kiezen uit zijn naasten.

**Artikel 4 DE MEDISCHE EN PARAMEDISCHE HANDELINGEN DIENEN TE WORDEN VERRICHT MET KENNIS VAN ZAKEN, RESPECT EN GEZOND VERSTAND**

Iedere persoon met psychische stoornissen heeft recht op een aangepaste behandeling en kwaliteitszorg op maat, waarbij rekening moet worden gehouden met zijn algehele gezondheidstoestand. Behandeling en zorg dienen regelmatig te worden geëvalueerd en afgestemd op de laatste ontwikkelingen op het gebied van de geneeskunde, psychiatrie, farmacologie en psychotherapie. Tevens maken ze het voorwerp uit van onderling overleg tussen het medisch team, de patiënt en zijn vertegenwoordigers, waarbij wordt beoogd de voor- en nadelen van de diverse opties tegen elkaar af te wegen. Behandeling en zorg moeten, in ieder geval, onmiddellijk en ongeacht zijn/haar financiële situatie, voor de patiënt toegankelijk zijn. De diverse tussenkomende partijen dienen met reëel menselijk engagement hiervoor in te staan.

**Artikel 5 TUSSEN DE ZORGVERLENERS, DE GEBRUIKERS EN HUN FAMILIE DIENT, VANAF HET BEGIN, EEN THERAPEUTISCHE ALLIANTIE TOT STAND TE WORDEN GEBRACHT**

Het is van wezenlijk belang dat de zorgverleners niet alleen een echt samenwerkingsverband tot stand brengen met de gebruiker van psychiatrische zorg, maar ook met zijn familie voor zover deze een materiële en morele steun voor hem wil zijn. Er zal hen concrete en uitgebreide informatie worden verschaft om hen te helpen beter te begrijpen wat de persoon met psychische stoornissen doormaakt en beter te leren omgaan met de negatieve gevolgen die deze problematiek en behandelingen met zich meebrengen.

**Artikel 6 EEN SPECIAAL INGERICHTE INTERMENSELIJKE EN MATERIELE LEEFOMGEVING MOET ZORGEN VOOR EEN ECHE Kwaliteit VAN LEVEN**

Iedere persoon met psychische stoornissen heeft recht op een kwaliteit van leven bevorderlijk voor de ontwikkeling van zijn welzijns- en gezondheidspotentieel. Dit omvat een individuele en decente woonst, een zinvolle dagactiviteit evenals de mogelijkheid tot vrijetijdsbesteding en participatie aan het maatschappelijk weefsel. Een speciaal ingerichte eigen leefomgeving moet hem/haar bovendien in staat stellen het hoofd te bieden aan de problemen inherent aan zijn/haar gezondheidstoestand, vooral wanneer deze van lange duur blijkt. Het is wenselijk dat, bij gebrek aan mantelzorgers, een 'referentiepersoon' kan toezien op de handhaving van de kwaliteit van leven van de persoon met psychische stoornissen en diens snelle toegankelijkheid tot kwaliteitszorg op maat, indien dit nodig zou blijken. Eenieder heeft recht op een privéleven en vertrouwelijkheid.

**Artikel 7 EENIEDER HEEFT RECHT OP EEN GEINDIVIDUALISEERD PROGRAMMA VOOR REINTEGRATIE IN DE SAMENLEVING**

Nooit mag een persoon met psychische stoornissen als niet-behandelbaar worden beschouwd noch in een toestand van gedwongen fysieke, farmacologische of psychische afhankelijkheid worden gehouden die afbreuk doet aan zijn waardigheid. Eenieder moet actief worden aangezet om projecten voor persoonlijke ontwikkeling te ontwerpen, zijn specifieke vaardigheden te verhogen en zoveel mogelijk over zichzelf te beschikken met inzicht van zijn eigen mogelijkheden en begrenzingen, zoals die zich op dat moment presenteren.

**Artikel 8 IEDERE VASTGESTELDE DISCRIMINATIE MOET WORDEN OMGEZET IN HET POSITIEF WETEN OMGAAN MET HET VERSCHIL**

Iedere gemeenschap is gehouden een maatschappelijk concept te ontwikkelen, zodanig dat de aan psychische stoornissen gerelateerde deficiënties, beperkingen en nadelen er niet toe mogen leiden dat de personen, die hierdoor worden getroffen, van het maatschappelijke, politieke, economische en culturele leven worden uitgesloten. Dit betekent een actief beleid van positieve discriminatie.

**Artikel 9 ER Zouden AANZIENLIJK MEER FINANCIËLE MIDDELEN MOETEN WORDEN TOEGEKEND AAN ALLE INTERVENTIENIVEAUS**

De samenleving dient alle noodzakelijke financiële middelen toe te kennen om degenen, die met psychische stoornissen worden geconfronteerd, te ondersteunen. Hiervoor dienen substantiële budgetten te worden toegewezen aan onderzoek, ziekenhuizen, zorgcircuits, ambulante zorg, crisisinterventie-, crisiszorg- of thuiszorgequipes, structuren voor dag- en nachtopvang, verenigingen voor personen met psychische stoornissen, familieleden en omgeving, aan gezinnen die bij hen thuis zorg en onderdak verlenen, ongeacht of dit het eigen gezin of een gastgezin betreft en aan particuliere of openbare instanties die zorgen voor rehabilitatie van ex-gebruikers van de psychiatrie. Er dienen geografisch verspreide tussenstructuren te worden ontwikkeld om aan personen met psychische stoornissen en aan hun naasten, zo snel en zo dicht mogelijk bij hun leefomgeving, steun te bieden.

**Artikel 10 BEWUSTE EN ACTIEVE DEELNAME VAN DE SAMENLEVING MOET WORDEN GESTIMULEERD DOOR UITGEBREIDE VOORLICHTING**

Het is belangrijk dat het grote publiek objectieve en onafhankelijke voorlichting krijgt over psychische stoornissen. Deze informatie moet, met name, worden gericht tot de overheden, het onderwijspersoneel en anderen die hier nauw mee betrokken zijn, zodat eenieder, dankzij een beter begrip van deze problematiek en hun eventuele maatschappelijke oorzaken en gevolgen, actief kan meewerken aan preventie van psychische stoornissen en hulpverlening aan personen die in psychische moeilijkheden verkeren.

Similes



Tekst samengesteld door Similes Belgium met de steun van de Fondation Médicaments & Société ter gelegenheid van het colloquium «Santé Mentale et Société» op 7 november 2001.